

## SHOTARO OSHIMA

Président, Institute for International Economics Studies (IIES) et professeur,  
Graduate School of Public Policy, Université de Tokyo

Les précédents intervenants ont exprimé un point de vue très général sur les forces et faiblesses de l'Asie. Je vais essayer de présenter de façon concrète et précise quelques-unes des questions qui concernent directement le Japon.

Je vais vous parler des trois « A », à savoir l'Abenomics, l'ADIZ (ZIDA en français) et l'Asie dans le contexte de la sécurité mondiale.

Concernant l'Abenomics, je n'entrerai pas dans le détail car le *Financial Times* a couvert ce sujet en profondeur dans une série d'articles parue ces derniers jours. Permettez-moi de faire juste un commentaire sur l'Abenomics, sur son message. Comme cela a été dit, le jury ne s'est pas encore prononcé sur l'Abenomics, mais le plus important est qu'il ait été présenté au jury, c'est-à-dire au peuple japonais. M. Abe a fait valoir auprès du peuple que nous ne devons pas nous complaire dans cet état d'esprit déflationniste et que nous pouvons changer l'environnement économique et les perspectives d'avenir en fixant des objectifs en matière d'inflation. Le changement d'état d'esprit a été un succès.

La troisième flèche de cette stratégie à trois flèches, à savoir les réformes structurelles, reste à définir avec précision. Cependant, l'état d'esprit général a changé. Si vous allez à Tokyo et si vous marchez dans la rue, vous pouvez sentir une atmosphère plutôt positive. La question est de savoir comment faire pour que cette atmosphère positive se traduise par une augmentation de la consommation et de l'investissement car lorsque l'état d'esprit déflationniste prédominait, les gens n'investissaient pas. Je veux dire aux Européens que nous sommes en train de revenir sur les écrans radars et qu'il n'y a pas lieu de douter du succès de l'Abenomics.

Je voudrais parler maintenant de la soi-disant ZIDA (zone d'identification de défense aérienne), à laquelle certains intervenants ont déjà fait référence. La soi-disant ZIDA de la Chine pose problème car elle n'est pas exactement la même que la ZIDA du Japon ou que celle d'autres pays. Il y a deux ou trois différences cruciales. C'est donc une erreur d'appeler cela une ZIDA. Deux facteurs nous préoccupent tout particulièrement : le premier est que les Chinois ont exigé que tous les avions volant dans l'espace aérien défini par la ZIDA avertissent les autorités chinoises. Cela s'applique à tous les avions volant dans cet espace aérien, pas seulement aux avions à destination de la Chine. Il y a là une menace implicite puisque tout avion pourrait être abattu en cas de manquement à cette exigence. Ceux qui comme nous vivent dans cette partie du monde se souviennent bien entendu de ce qui est arrivé au KAL 007, abattu par un chasseur soviétique en 1983. Par conséquent, tous les avions devront être très prudents.

Plus important encore à nos yeux est le fait que la prétendue ZIDA couvre l'espace aérien au-dessus des îles Senkaku. La mise en place de notre ZIDA remonte déjà à plusieurs années. Cela n'avait rien à voir avec des revendications territoriales. Notre ZIDA ne couvre pas l'espace aérien des territoires faisant l'objet d'un litige territorial avec d'autres pays, tels que les territoires du nord administrés par la Russie et les îles Takeshima administrées par la Corée. Les îles Senkaku sont administrées par le Japon depuis qu'elles font partie du Japon et sont couvertes par le Traité de sécurité entre les États-Unis et le Japon. Par conséquent, le fait que cette soi-disant ZIDA couvre les îles Senkaku de façon menaçante est un véritable défi lancé au Japon et aux États-Unis et remet en cause la structure de sécurité existante. L'enjeu est énorme et ne doit pas être considéré comme un simple problème technique. Il faut y mettre un terme.

Les Chinois rétorqueront que c'est le Japon qui a commencé en nationalisant les îles Senkaku. Désolé, je vais être franc mais je ne pense pas que ce pays, qui utilise la soi-disant nationalisation comme une excuse pour agir, comprenne le sens du terme nationalisation. Si un gouvernement acquiert une participation dans une entreprise et en prend le contrôle, c'est une nationalisation. Ce qui s'est passé au Japon, c'est que le gouvernement a acheté des terrains sur les îles dans un but politique afin d'empêcher les ultranationalistes d'utiliser les îles pour fomenter des actions inacceptables. Il s'agissait d'une transaction portant sur le titre de propriété de certains terrains. Le Japon dispose d'un registre foncier officiel et, par conséquent, ces transactions présupposent l'administration japonaise des



Iles Senkaku. La nationalisation n'a rien à voir avec la question de la souveraineté. Il s'agissait d'une stratégie politique pour essayer d'éviter une situation délicate.

Passons maintenant à la question de l'Asie dans le contexte mondial. J'ai écouté avec intérêt hier la discussion sur les problèmes du Moyen-Orient, et j'ai eu l'impression que les intervenants européens parlaient de la sécurité au Moyen-Orient comme si cela n'affectait pas directement l'Europe. Le sujet aujourd'hui est l'Asie et non le Moyen-Orient mais je tiens à souligner que les questions de sécurité en Asie affecteront l'Europe, et bien sûr, le monde entier. Les Européens d'un certain âge se souviennent sans doute de la crise FNI des SS20 et Pershing II dans les années 1980. Il avait été proposé de déplacer les SS-20 à l'est du Mont Oural. Le Japon s'y était opposé parce que les SS-20 étaient mobiles et qu'un tel déplacement aurait posé des problèmes de sécurité pour le Japon. Les dirigeants se sont réunis au Sommet du G7 et ont déclaré que la « sécurité est indivisible ».

De la même manière, la remise en question du statu quo sur la sécurité en Asie de l'Est affectera inévitablement l'Europe, ce qui n'est certainement pas à négliger.

Il existe par ailleurs un lien évident entre la sécurité et l'économie et cela soulève un autre point que j'aurais dû mentionner plus tôt par rapport à la ZIDA, à savoir l'incongruité entre l'imposition de la soi-disant ZIDA et la nouvelle stratégie économique de la Chine. L'annonce de la ZIDA a eu lieu pratiquement en même temps que le troisième plenum du Comité central du parti communiste chinois, lequel s'est prononcé en faveur d'un programme de réforme tourné vers l'économie de marché. L'économie mondiale a besoin que les réformes du troisième plénum réussissent. Cependant, pour que ces réformes soient un succès, la Chine a besoin d'un environnement politique international propice à de telles réformes. Les intentions de la Chine soulèvent toutefois des incertitudes car elles constituent une grave menace pour la sécurité à un moment où la Chine doit se concentrer sur les réformes.

J'ignore ce que l'avenir nous réserve. Quelqu'un a dit que 2014 pourrait être la répétition de 1914. Dieu nous en préserve, et j'ignore si cela est vrai ou non. J'espère que l'Asie va trouver une solution. Pour le moment, on patauge plus qu'on avance, mais j'espère que l'on s'en sortira finalement. Merci beaucoup.